

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 20 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SRE- SOCIÉTÉ ROCHELAISE D'ENROBÉS

Fief de Rez
17180 Périgny

Références : 0007204019/2025/575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement SRE SOCIÉTÉ ROCHELAISE D'ENROBES implanté Fief de Rez 17180 Périgny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a réalisé un contrôle inopiné lors des prélèvements relatifs à l'autosurveillance des rejets atmosphériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRE - SOCIÉTÉ ROCHELAISE D'ENROBES
- Fief de Rez 17180 Périgny
- Code AIOT : 0007204019
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une centrale d'enrobés à chaud, autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 13/11/2015, modifié le 08/07/2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Écarts à la norme	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Concentration d'oxydes de soufre (SO ₂) dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 2.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Flux d'oxydes de soufre (SO ₂) dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 3.2.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Installation de traitement des odeurs	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 2.1.1 et 3.2.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Entretien de la cheminée	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Indépendance pour le contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.3	Sans objet
2	Agrément SOCOTEC	Arrêté Ministériel du 16/06/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a réalisé un contrôle inopiné lors des prélèvements de SOCOTEC pour les analyses des rejets atmosphériques.

Le rapport de SOCOTEC met en évidence une non-conformité sur la concentration d'oxydes de soufre et une non-conformité sur le flux d'oxydes de soufre.

Un bon de commande a été signé pour réaliser de nouvelles analyses et confirmer les résultats sur la concentration d'oxydes de soufres. Des actions sont à mettre en œuvre suite à la non-conformité sur le flux d'oxydes de soufre.

Lors de la visite du 22/07/2025, l'exploitant a précisé que l'unité de traitement d'odeur était en fonctionnement et connectée à l'installation depuis environ un an. La mise en service de l'installation de traitement des odeurs n'a pas été attestée par l'installateur et doit donc être confirmée. Des analyses des rejets atmosphériques sur cette installation de traitement des odeurs ont été commandées le 15/10/2025 et doivent être réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Indépendance pour le contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Indépendance pour le contrôle des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux [...] Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire [..] les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.
Constats : L'inspection a demandé de réaliser le contrôle inopiné avec un prestataire qui n'a pas effectué de relation commerciale avec l'établissement l'année en cours et les deux années précédentes. L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">- les précédents contrôles des rejets atmosphériques ont été réalisés par BUREAU VERITAS en 2024 et 2023 ;- le contrôle des rejets atmosphérique en 2025 est réalisé par SOCOTEC. Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Agrément SOCOTEC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/06/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Agrément SOCOTEC
Prescription contrôlée : Les laboratoires ou les organismes dont les noms sont indiqués dans le tableau en annexe au présent arrêté sont agréés pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. [...] Avis du 16/05/25 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement [...] - les mesures dans l'air à l'émission sont réalisées par un laboratoire disposant, pour les paramètres concernés, de l'agrément du ministère chargé de l'environnement conformément à l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Pour les paramètres pour lesquels l'agrément n'est pas requis, les mesures dans l'air à l'émission sont réalisées par un laboratoire accrédité selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; [...]
Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a mandaté SOCOTEC, agence de Mérignac (33) pour réaliser les analyses des rejets atmosphériques.

SOCOTEC, agence de Mérignac (33), dispose d'un agrément en cours de validité et de la certification COFRAC

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Écarts à la norme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Écarts à la norme

Prescription contrôlée :

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.

Constats :

Le jour du contrôle inopiné, l'inspection a constaté que l'installation était en panne, suite à un bourrage de l'élévateur. L'exploitant a cherché à redémarrer l'installation de 7h05 à 13h environ. Les chauffeurs et SOCOTEC, arrivés à 7h00 sur le site, ont donc attendu le redémarrage de l'installation. Lors de la visite, le technicien de SOCOTEC a précisé que des durées de prélèvements ont été écourtées par rapport à ce qui est prévu dans les normes, notamment pour le HAP.

Par courriel du 30/09/2025, l'inspection a reçu le rapport de SOCOTEC n°E61B2/25/953 du 29/09/2025. L'inspection a constaté que les écarts à la norme notamment sur le HAPn n'étaient pas mentionnés dans le rapport de SOCOTEC. Par courriel du 07/10/2025, l'inspection a reçu une version 2 du rapport de SOCOTEC, datée du 07/10/2025 et référencée « E61B2/25/1000 Annule et remplace E61B2/25/953 ». Ce rapport précise en annexe 7 la remarque suivante : « *Suite à une panne de l'installation le matin des essais, les temps de prélèvements prévus initialement n'ont pas pu être réalisés dans leur intégralité avec accord du client afin de pouvoir réaliser la totalité des prélèvements. Il est à noter que les ratios VLE/LQ sont conformes aux exigences réglementaires ce qui valide donc les essais. La diminution des temps de prélèvements entraîne juste une sous-estimation de l'incertitude de mesure mais ne remet pas en compte les jugements de conformité.* »

Le rapport de SOCOTEC met en évidence 2 non conformités, sur la concentration d'oxydes de soufre (SO₂) et le flux d'oxydes de soufre (SO₂), détaillées dans les points de contrôle suivants. L'exploitant a passé une nouvelle commande le 15/10/2025 auprès de SOCOTEC, afin de vérifier les résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- transmettre le rapport des rejets atmosphériques, suite au bon de commande du 15/10/2025 relatif à des nouvelles analyses des rejets atmosphériques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Concentration d'oxydes de soufre (SO₂) dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Concentration d'Oxyde de soufre (SO₂) dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

[...] Les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Sauf mention particulière, les concentrations, [...] ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 pourcents pour le conduit N°1 [...]

Les rejets issus du conduit N°1 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

Paramètres	Concentrations instantanées
Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂)	300 mg/m ³

[...]

Constats :

L'inspection a réalisé un contrôle inopiné le 22/07/2025, lors de l'intervention de SOCOTEC pour la surveillance des rejets atmosphériques.

Le rapport de mesure du 07/10/2025 réalisé par SOCOTEC, relatif aux mesures des rejets atmosphériques réalisées le 22/07/2025, relève une non conformité pour la concentration pour le paramètre oxyde de soufre (SO₂).

Trois essais de 24 min ont été réalisés le 22/07/2025 à 12h58, 13h22, 13h46, sur Gaz sec à 15 % d'O₂ et les résultats sont respectivement de 386 mg/Nm³, 676 mg/Nm³, 461 mg/Nm³, soit une moyenne de 508 mg/Nm³, pour une valeur limite d'émission prescrite par arrêté préfectoral de 300 mg/Nm³.

En outre, les résultats pour la concentration d'oxydes de soufre (SO₂) ne sont pas rapportés à des conditions sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 pourcents, tels que prescrit. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il souhaite vérifier les résultats avec de nouvelles mesures. Par courriel du 16/10/2025, l'exploitant a transmis un bon de commande à SOCOTEC daté du 15/10/2025 pour réaliser des nouvelles mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- transmettre le rapport des rejets atmosphériques, suite au bon de commande du 15/10/2025 relatif à des nouvelles analyses des rejets atmosphériques ;
- les résultats pour la concentration d'oxydes de soufre (SO₂) sont à rapporter à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 pourcents pour le conduit N°1 [...].

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Flux d'oxydes de soufre (SO₂) dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 3.2.5	
Thème(s) : Risques chroniques, Flux d'Oxyde de soufre (SO ₂) dans les rejets atmosphériques	
Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes pour le conduit n°1 :	
Paramètres	Flux horaire
Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂)	5 kg/h
[...]	
Constats : L'inspection a réalisé un contrôle inopiné le 22/07/2025, lors de l'intervention de SOCOTEC pour la surveillance des rejets atmosphériques. Le rapport de mesure du 07/10/2025 réalisé par SOCOTEC, relatif aux mesures des rejets atmosphériques réalisées le 22/07/2025, relève une non conformité pour le flux horaire d'oxydes de soufre (SO ₂). Trois essais de 24 min ont été réalisés le 22/07/2025 à 12h58, 13h22, 13h46 et les résultats sont respectivement de 6 165 g/h, 10 842 g/h, 7 444 g/h, soit une moyenne de 8 151 g/h, pour une valeur limite d'émission prescrite par arrêté préfectoral de 5 000 g/h. Par ailleurs il est précisé que l'arrêté ministériel du 09/04/19, applicable aux installations qui en font la demande tel que prescrit par son article 1 ^{er} , prescrit une valeur limite pour la concentration en SO ₂ de 300 mg/m ³ sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 pourcents et ne prescrit pas de valeur limite pour le flux de SO ₂ . La valeur prescrite dans l'arrêté préfectoral du site est issue du dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 20/09/2013. Par courrier du 01/12/2023, l'exploitant précise que le flux imposé d'oxydes de soufre (SO ₂) ne tient pas compte des caractéristiques techniques réelles de l'installation et qu'il ne peut pas respecter techniquement la valeur de 5 kg/h sur laquelle il s'était engagée sur le dossier initial de demande d'autorisation d'exploiter du 20/09/2013. Il souhaite une révision des flux imposés à l'installation en prenant en compte les caractéristiques réelles de l'installation.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 2 mois, l'exploitant transmet :	

- soit un engagement (devis signé) pour réaliser une évaluation des risques sanitaires (ERS), afin d'estimer les risques sanitaires attribuables à l'actualisation des flux en prenant en compte les caractéristiques techniques réelles de l'installation et déterminer l'acceptabilité des émissions existantes et projetées. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport final présentant la synthèse des données et les conclusions sanitaires de l'ERS au plus tard fin 2026 ;
- soit un plan d'action permettant de se mettre en conformité avec les prescriptions existantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Installation de traitement des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 2.1.1 et 3.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Installation de traitement des odeurs

Prescription contrôlée :

Article 2.1.1

[...] Les rejets issus de l'installation de traitement des odeurs (conduit N°2) doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

paramètres	concentrations
H ₂ S	5 mg/Nm ³
COV non méthanique	20 mg équivalent Carbone Non Méthanique / Nm ³

Article 3.2.7

[...] L'exploitant respecte l'objectif de qualité de l'air fixé dans le dossier modificatif du 1^{er} décembre 2023 : la concentration d'odeur évaluée au niveau des zones d'occupation humaine présentes dans un rayon de 5 km autour du site ne doit pas dépasser la limite de 1 uo/m³ plus de 45 heures par an, sur 2 400 h de fonctionnement avec une valeur maximale de 4,64 uo/m³ au percentile 100 avec un abattement de 80 %.

La valeur de 5 uo/m³ au percentile 98 ne doit toutefois pas être dépassé à l'habitation la plus proche ou dans un rayon de 3 km autour du site.

L'exploitant réalise deux campagnes de prélèvement d'échantillon d'odeur émises par un organisme agréé, à des périodes différentes de l'année (hivernale et estivale) pendant trois années consécutives. Les résultats de campagne de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les trois mois suivants la réalisation des mesures avec un plan d'action le cas échéant.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 22/07/2025, l'exploitant précise que l'unité de traitement d'odeur est en

fonctionnement et connectée à l'installation depuis environ un an. Il précise également qu'il n'a pas fait de mesures tel que prescrit par l'arrêté préfectoral car l'installateur est intervenu la semaine précédente pour acter la mise en service et un PV de réception est en cours.

Par courriel du 16/10/2025, l'exploitant mentionne qu'il ne peut pas fournir l'attestation de réception du fait de certaines réserves techniques en lien avec l'entretien de la machine. Il atteste donc qu'elle est en service, sans PV de réception de l'installateur. Il a également transmis un devis pour réaliser des mesures sur le conduit 2 relatif à cette unité de traitement d'odeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- transmettre le PV de réception de l'unité de traitement d'odeur, ou justifier des actions engagées pour que l'installateur acte sa mise en service ;
- transmettre le compte rendu de l'installateur qui détaille les réserves techniques en lien avec l'entretien de la machine ;
- transmettre les résultats du contrôle des rejets issus de l'installation de traitement des odeurs (conduit N°2), suite au devis du 15/10/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Entretien de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la cheminée

Prescription contrôlée :

[...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.[...]

Arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples

Article 6.III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. [...]

Constats :

Lors de la visite du 22/07/2025, l'inspection constate de la corrosion sur la cheminée, en aval de la zone de prélèvement. L'exploitant précise qu'il est prévu de remplacer le tronçon qui présente de la corrosion lors du prochain arrêt technique prévu en août 2025.

Par courriel du 16/10/2025, l'exploitant a transmis une photo pour attester de la réparation de la cheminée .

La cheminée et les appareils à pression présents dans l'établissement nécessitent un entretien régulier tel que prévu par l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des

équipements sous pression et des récipients à pression simples.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> transmettre la liste des appareils à pression prévue à l'article 6 III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois